



ASSURER LE FINANCEMENT DE L'ARMÉE POUR L'AVENIR !

Editorial de Jean-Pierre Grin, conseiller national, Pomy

Notre armée doit être bien instruite, complètement équipée de moyens modernes, avoir une assise régionale solide et être rapidement mobilisable. Tels sont les objectifs du développement futur de notre armée de milice. Ces divers objectifs visent un équilibre durable entre les prestations de l'armée et les diverses ressources à disposition.

Les tâches de notre armée demeurent la défense, l'appui aux autorités civiles et la promotion de la paix. Pour remplir sa mission de défense, l'armée a besoin d'un large éventail d'aptitudes qui doivent être adaptées en permanence à l'évolution des exigences liées au contexte en matière de politique de sécurité. L'appui aux autorités civiles est une tâche importante de l'armée, aussi bien au quotidien que dans les situations de crise. La capacité pour la promotion de la paix doit, quant à elle, être renforcée sur le plan qualitatif et quantitatif.

La nouvelle structure de notre armée fait une distinction aussi claire que possible entre les domaines de l'instruction, de l'engagement et de l'appui, cela pour s'adapter aux risques actuels et futurs.

Alors pourquoi ce projet a-t-il été refusé ? C'est la sécurité de son financement qui en est la cause. Alors que l'UDC demandait un montant annuel de 5,4 milliards, c'est 5 milliards qui ont été accordés finalement, mais sans aucune garantie de 20 milliards pour les 4 ans à venir. A quoi cela sert-il de mettre en place tout un concept de réforme si le financement à moyen terme n'est pas assuré ?

L'amendement clef qui demandait d'inscrire dans la loi ces 20 milliards sur quatre ans, proposé par un élu PLR, mais refusé par la majorité de ses collègues de parti a été la goutte qui a poussé certains à s'abstenir et à d'autres UDC à refuser cette réforme.

Le non, bien que frustrant, j'en conviens pour les responsables de notre armée, n'est toutefois pas définitif, puisque le National pourra reprendre le dossier après un passage au Conseil des Etats.

Un financement garanti et bloqué sur quatre ans, ne devrait pas péjorer les budgets futurs, car année après année, la plupart des postes du budget augmentent de 2 à 3 % en moyenne. Donc garantir un financement stable sur 4 ans pour notre armée de milice signifie que la part financière destinée à notre défense par rapport au total de nos dépenses va encore diminuer.

Notre armée mérite cette réforme, mais avec l'assurance d'un solide financement.

Pourquoi un éditorial de campagne ?

Quatre fois par mois et durant un an, l'UDC Vaud publie un éditorial de campagne afin de commenter l'actualité politique.

Les candidats, les membres de la direction de l'UDC ou des invités seront sollicités pour rédiger un éditorial.

Abonnez-vous maintenant à l'adresse secretariat@udc-vaud.ch afin de recevoir directement les éditoriaux sur votre courriel.

Retrouvez tous les éditoriaux sur notre site internet www.udc-vaud.ch et notre page Facebook www.facebook.com/udcvaud

Merci de votre soutien.